



Assemblée générale

Distr. générale
23 novembre 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa soixante-quatrième session, 27-31 août 2012

N° 32/2012 (Iraq)

Communication adressée au Gouvernement le 25 juin 2012

Concernant Mehdi Abedi, Akram Abedini, Bahman Abedy, Aliasghar Babakan, Mohammad Reza Bagherzadeh, Sahar Bayat, Fatemeh Effati, Farhad Eshraghi, Maryam Eslami et Manijeh Farmany (résidents du camp Ashraf) ainsi que Asghar Abzari, Ali Reza Arab Najafi, Homaun Dayhim, Fatemeh Faghihi, Zahra Faiazi, Ahmad Fakhr-Attar, Effat Fattahi Massom, Jafar Ghanbari, Habib Ghorab, Robabeh Haghuo (résidents du camp Liberty)

Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication dans le délai de soixante jours prescrit.

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses Méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe, et Corr.1), le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. Selon la source, pendant plus de vingt-cinq ans, les membres du groupe iranien connu sous le nom d'«Organisation des Moudjahiddines du peuple d'Iran», appelé aussi «Moudjahiddines al-Khalq», ont légalement vécu en Iraq, conformément à la législation iraquienne, au camp Ashraf. En 2003, dans le cadre de l'«Opération libérer l'Iraq», les forces de la coalition ont pris le contrôle du camp Ashraf et ont ensuite accordé à tous les membres de l'Organisation des Moudjahiddines du peuple d'Iran le statut de personnes protégées par la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (quatrième Convention). Le 1^{er} janvier 2009, le contrôle du camp Ashraf a été transféré au Gouvernement iraquien en application de l'Accord sur le statut des troupes entre la République d'Iraq et les États-Unis d'Amérique. À partir de ce moment-là, la sécurité et le bien-être des résidents du camp se sont détériorés.

4. Selon les informations reçues, dès qu'il a pris le contrôle du camp Ashraf, le Gouvernement a commencé à bloquer le libre approvisionnement en nourriture, l'entretien et les fournitures médicales; il a aussi privé les résidents de la liberté de circulation à l'intérieur et hors du camp, et les a empêchés d'avoir accès à leurs avocats. En 2009 et 2011, les forces de sécurité irakiennes ont, en l'absence de toute provocation, attaqué à deux reprises le camp Ashraf, attaques qui se sont soldées par des dizaines de morts et de blessés parmi les résidents du camp. Le Gouvernement a alors déclaré son intention de fermer le camp Ashraf au plus tard à la fin de 2011, menaçant d'en refouler les résidents vers la République islamique d'Iran.

5. Cette série d'événements a amené le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à déclarer le 13 septembre 2011 que les résidents du camp étaient des demandeurs d'asile, le HCR s'étant engagé à travailler avec le Gouvernement iraquien en vue de repousser la date limite prévue par l'État pour la fermeture du camp Ashraf. Le 25 décembre 2011, l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement iraquien ont signé un mémorandum d'accord qui prévoyait le transfert volontaire et en toute sécurité des résidents du camp Ashraf au camp Liberty, moment où leurs identités seraient confirmées et leur statut de réfugié serait déterminé, après quoi ils pourraient volontairement se

réinstaller dans des pays tiers. Ce processus prévoyait notamment, ainsi qu'indiqué dans le mémorandum d'accord, que le Gouvernement iraquien veillerait à ce que le camp Liberty réponde aux normes humanitaires et des droits de l'homme, dispose d'infrastructures et de structures de logement adéquates, et que les résidents du camp seraient autorisés à traiter avec des fournisseurs de l'extérieur pour les provisions et services dont ils auraient besoin pour vivre.

6. Le 18 février 2012, le premier groupe de résidents du camp a été transféré du camp Ashraf au camp Liberty. Ces résidents ont immédiatement découvert que les conditions au camp Liberty étaient loin de correspondre à ce qu'ils attendaient, à ce qui était prévu dans le mémorandum d'accord et à ce que requiert le droit international. Les résidents ne pouvaient pas accéder rapidement à un traitement médical, à des logements adéquats, à l'eau, à des installations sanitaires, à l'électricité et aux mécanismes de rafraîchissement de l'air; le camp était dépourvu d'installations pour les personnes handicapées; les résidents ne pouvaient pas recevoir de visites de leurs proches, amis et soutiens et ne disposaient pas de moyens pour communiquer régulièrement et librement avec le monde extérieur. En outre, ils ont vite appris qu'il leur serait interdit de quitter le camp Liberty, ce qui constituerait une violation de leurs droits en tant que demandeurs d'asile. La source affirme que, si les résidents du camp Ashraf étaient eux aussi illégalement détenus depuis 2009, ils vivaient au moins dans un environnement sûr, où existaient des infrastructures adéquates, qu'ils avaient construites tout au long des vingt-cinq années passées là-bas. Au camp Liberty, le premier groupe s'est rendu compte qu'il avait été transféré dans une petite prison où les conditions de vie étaient très difficiles.

7. De surcroît, les résidents du camp ont constaté que leurs droits à une procédure régulière étaient violés, du fait que leur détention n'avait jamais été autorisée par la loi; qu'il était interdit à leurs avocats d'accéder au camp Liberty, ce qui empêchait ceux-ci de communiquer et de se consulter avec les résidents du camp; qu'il n'existait pas de mécanismes de recours ni de procédure de dépôt de plaintes pour dénoncer les conditions dans lesquelles ils se trouvaient; enfin, qu'ils ne pouvaient pas contester leur détention en justice.

8. À la date du 27 mai 2012, près de 781 des quelque 2 000 résidents du camp Liberty avaient achevé la procédure de vérification visant à la confirmation de leur identité. De ce fait, jusqu'ici, seuls 361 des résidents du camp Liberty ont eu un entretien avec le HCR. Depuis leur arrivée au camp Liberty le 18 février 2012, pas un seul des résidents n'en est parti pour un pays tiers.

9. Le 13 septembre 2011, après réception des demandes d'asile de tous les résidents d'Ashraf, le HCR a déclaré que ceux-ci étaient des «demandeurs d'asile en vertu du droit international», ce qui leur donnait le droit «de bénéficier d'une protection de base de leur sécurité et de leur bien-être»¹. En outre, le HCR a indiqué qu'il travaillerait «avec le Gouvernement iraquien et avec la Mission d'assistance des Nations Unies (ONU) pour l'Iraq et les autres acteurs concernés pour identifier un emplacement [pour l'octroi de l'asile] qui assure la sécurité et respecte les droits de tous les candidats individuels». Dans le cadre de ce travail, le HCR s'est aussi engagé à «mettre en place une procédure en vue de l'examen de ces demandes sur une base individuelle de façon équitable et efficace».

10. Le 21 décembre 2011, l'Iraq a accepté de repousser à avril 2012 la date limite qu'il avait fixée pour la fermeture du camp Ashraf. Le 25 décembre 2011, l'ONU et le Gouvernement iraquien ont signé un mémorandum d'accord visant à trouver une solution

¹ HCR, «Camp New Iraq (formerly Camp Ashraf) residents and the determination of their refugee status claims», 13 septembre 2011. Disponible à l'adresse: www.unhcr.org/refworld/docid/4e857b3b2.html.

humaine et pacifique pour les résidents du camp Ashraf. Ceux-ci avaient été consultés au début de ce processus, mais un accord a été signé sans qu'on leur ait donné la possibilité d'amender ou d'approuver le texte définitif. Bref, le mémorandum d'accord a permis le transfert dans des conditions de sécurité des résidents du camp Ashraf au camp Liberty, après quoi leur statut de réfugié devait être déterminé avant leur réinstallation volontaire soit en République islamique d'Iran soit dans des pays tiers.

11. À la date du 1^{er} juin 2012, près de 1 949 résidents avaient été transférés du camp Ashraf au camp Liberty, dont 611 femmes, 9 de celles-ci étant âgées de moins de 18 ans. Toutefois, les conditions dans le camp ne répondaient pas à ce qu'attendaient les résidents d'Ashraf, à ce qui était prévu dans le mémorandum d'accord et aux prescriptions pertinentes du droit international. Le camp Liberty a une superficie de 658 000 mètres carrés, superficie qui est largement inférieure à celle du camp Ashraf. Les résidents vivent dans des unités de logement abritant six personnes chacune. Chaque unité de logement a une surface de près de 12 mètres sur 3,6 mètres (43 mètres carrés), soit quelque 7,2 mètres carrés par personne.

12. Avant le déménagement d'un camp à l'autre, les résidents du camp Ashraf ont demandé que l'engagement soit pris que la police iraquienne n'entrerait pas dans le camp Liberty, au vu des attaques qui avaient auparavant été perpétrées contre le camp Ashraf par les forces de sécurité irakiennes. Les résidents font toutefois état de ce qu'il existe plusieurs postes de police à l'intérieur du camp, avec une présence permanente de 150 gardes de la police lourdement armés de mitrailleuses. Les résidents font aussi état de ce que le camp Liberty est beaucoup plus petit que ce qui leur avait été dit au sujet de sa taille. Hommes et femmes vivent dans des zones d'habitation distinctes. Toutefois, les forces irakiennes ont empiété de 70 mètres sur la partie du camp Liberty destinée aux femmes et s'y sont installés. Ce qui a suscité une tension et est source de harcèlement pour les femmes du camp. Celles-ci se sont, à de nombreuses reprises, tant par écrit qu'oralement, plaintes de cette situation auprès de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq.

13. En outre, les résidents du camp ont fait état de circonstances constituant une violation directe du mémorandum d'accord. Ils ont signalé des inadéquations importantes dans les conditions prévalant au camp, notamment les problèmes d'eau potable et d'électricité, l'inexistence d'un véritable système d'assainissement et le fait qu'ils étaient privés de la liberté de circulation et d'accès aux services médicaux. Les résidents ont indiqué que, de fait, le camp Liberty est plus une prison qu'un lieu de transit temporaire. L'alimentation en eau et en électricité est source d'une inquiétude particulière. Du fait que le camp Liberty n'est pas branché sur le système central de l'alimentation en eau, les résidents doivent se procurer de l'eau dans des camions-citernes à l'extérieur du camp et à partir d'un système interne défaillant d'alimentation en eau.

14. Les sociétés privées qui amènent de l'eau au camp se heurtent toutefois à de nombreux obstacles de la part des forces de sécurité irakiennes et essuient souvent un refus d'entrer dans le camp. En outre, du fait d'obstructions du Gouvernement iraquien, les résidents du camp Liberty n'ont pas pu amener avec eux lors du transfert leurs élévateurs et leur matériel mécanique permettant de faire des réparations et de décharger des approvisionnements pour la vie quotidienne. Les résidents doivent acheter leur nourriture auprès de fournisseurs extérieurs qui rencontrent des difficultés pour faire parvenir la nourriture à l'intérieur du camp Liberty. Dans certains cas, selon les informations reçues, les Iraquiens interdisent la fourniture de nourriture et, dans d'autres cas, la police iraquienne menace les chauffeurs des fournisseurs, ou alors la nourriture est bloquée à l'extérieur pendant des jours et devient impropre à la consommation.

15. Une alimentation en électricité fiable et à un coût accessible manque aussi. Des générateurs fournissent la totalité de l'électricité, le camp Liberty n'étant pas branché sur le réseau électrique de Bagdad. Ce problème d'alimentation est exacerbé par des besoins importants en carburant et par les coûts élevés de celui-ci.

16. L'accès aux soins médicaux est certes disponible, mais prend du temps. Un centre médical existe à proximité du camp Liberty, mais les résidents souffrant de graves problèmes de santé doivent être emmenés dans un hôpital situé à l'extérieur. Cela prend plusieurs heures et, dans certains cas, plusieurs jours, avant que les résidents gravement malades ne soient transférés à l'hôpital.

17. De surcroît, il est interdit aux résidents de quitter le camp, ce qui constitue une privation de la liberté de circulation.

18. De l'avis de la source, outre ces conditions très difficiles, il existe de graves atteintes au droit à une procédure régulière. Le Gouvernement a interdit à tous les avocats l'accès au camp; les avocats irakiens représentant les résidents qui se sont présentés à l'entrée du camp ont été menacés et se sont vu refuser l'entrée dans le camp.

19. Selon la source, la privation de liberté des résidents du camp relève de la catégorie IV de la classification des cas par le Groupe de travail, parce qu'il s'agit de demandeurs d'asile qui font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel. En particulier, la détention des résidents résulte de la privation des libertés garanties dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'Ensemble de principes pour la protection des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement et l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus. En outre, la privation de liberté constitue une violation des Directives révisées du HCR sur les critères et normes applicables relatifs à la détention des demandeurs d'asile, et une violation de la Délibération n° 5 du Groupe de travail sur la détention arbitraire concernant la situation des immigrants et des demandeurs d'asile (E/CN.4/2000/4, annexe II).

20. La source ajoute qu'il s'agit là d'une situation claire où les résidents du camp sont des demandeurs d'asile, qui sont détenus arbitrairement en violation de leurs droits à une procédure régulière et leurs conditions de détention constituent une violation des normes minima reconnues dans le droit international.

21. La source demande au Groupe de travail d'étendre l'avis précédemment rendu par lui au sujet de la détention de 10 résidents du camp Liberty (avis n° 16/2012) à tous les résidents du camp Liberty et du camp Ashraf, *in toto*, vu que leur situation est soit identique à celle traitée dans l'avis en question soit fondamentalement la même que ladite situation. Dans l'avis susvisé, le Groupe de travail a considéré que la détention des 10 résidents du camp était contraire aux obligations qu'imposaient à l'Iraq le paragraphe 1 de l'article 9 et le paragraphe 1 de l'article 10 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le cas relevant de la catégorie IV des critères applicables aux affaires soumises à l'examen du Groupe de travail.

22. La source ajoute que, comme demandeurs d'asile, les résidents du camp doivent bénéficier de la protection conférée par le paragraphe 1 de l'article 9 du Pacte. Toutefois, pour les raisons ci-après, ils doivent être considérés comme étant détenus arbitrairement en violation du paragraphe 1 de l'article 9:

- Premièrement, leur détention n'a pas été autorisée par la législation interne. À aucun moment, le Gouvernement n'a émis de documents légaux autorisant la détention. Même s'il l'avait fait, pareille détention serait contraire au droit international, du fait que, comme expliqué ci-dessous, cela entraînerait d'autres violations des droits de l'homme et contreviendrait, dès lors, à l'article 9;

- Deuxièmement, la détention n'est à la fois ni raisonnable ni nécessaire. Les résidents du camp ne présentent aucun risque de fuite et n'ont commis aucun crime. Comme en témoigne leur séjour de plus de vingt-cinq années en Iraq, les résidents sont parfaitement capables et désireux de vivre en Iraq dans des conditions de même nature que celles qu'ils avaient connues au camp Ashraf avant l'invasion de l'Iraq par les forces de la coalition, alors que la procédure relative à leurs demandes d'asile était en cours. De plus, il n'y a aucune indication que le Gouvernement iraquien a examiné la possibilité d'adopter un moyen de détention qui porterait moins atteinte aux droits des résidents;
- Troisièmement, il n'y a eu aucun contrôle juridictionnel ou périodique de la détention. Même si l'Iraq avait fourni une justification légale de la détention initiale, pareille autorisation serait actuellement sans objet, parce que, quarante-deux mois durant, il n'y a eu aucun contrôle juridictionnel périodique de la détention des résidents du camp;
- Enfin, il n'existe dans le camp Liberty aucune procédure de recours ni de mécanisme pour déposer plainte, ce qui prive les résidents de la possibilité de contester leur détention. Dès lors, les résidents du camp sont détenus arbitrairement.

23. Les premiers résidents du camp sont entrés légalement en Iraq il y a vingt-six ans de cela et ont depuis vécu dans le pays en conformité avec les lois de celui-ci. Le 13 septembre 2011, le HCR a déclaré que tous les résidents du camp étaient des demandeurs d'asile. Pour les deux motifs qui précèdent, les résidents du camp sont considérés comme «se trouv[ant] légalement sur le territoire», et, partant, comme bénéficiant de la protection additionnelle que confère le paragraphe 1 de l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. De surcroît, le Gouvernement iraquien exerçait un contrôle total sur les résidents du camp, depuis qu'il a obtenu des États-Unis le 1^{er} janvier 2009 le contrôle de nouveau du camp Ashraf. Le Gouvernement n'a jamais fourni de justification quelconque quant à la raison pour laquelle pareil processus puisse exister uniquement dans le cadre du maintien en détention des résidents du camp. La source soutient que, du fait que les résidents ont interdiction de quitter le camp Liberty, leur droit à la liberté de circulation protégé par le paragraphe 1 de l'article 12 est violé.

24. Selon la source, les conditions dans l'un et l'autre camps sont contraires aux protections du droit à une procédure régulière énoncées dans l'Ensemble de principes pour la protection des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement et dans l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus. D'autres violations ont été commises au regard de l'Ensemble de principes, à savoir les principes énoncés au paragraphe 1 de l'article 17 et aux paragraphes 1 et 2 de l'article 18, du fait que les avocats des résidents du camp ont interdiction d'entrer dans le camp Liberty, ce qui prive les résidents de la possibilité de communiquer et de se consulter avec eux. Les résidents du camp ne peuvent pas non plus contester leur détention devant un tribunal, en violation des principes 11 et 32.

25. La privation des résidents du camp de leur liberté viole en outre les garanties figurant dans la Délibération n° 5 du Groupe de travail. Chaque fois que le Groupe de travail détermine si la détention d'un demandeur d'asile est arbitraire, il examine aussi le point de savoir si certaines garanties d'une procédure régulière contenues dans la Délibération n° 5 ont été respectées. Les demandeurs d'asile détenus doivent être présentés à une autorité judiciaire.

26. De l'avis de la source, il n'est pas permis aux résidents de quitter le camp Ashraf ou le camp Liberty, ce qui constitue une détention. Les solutions de remplacement n'ont pas été examinées par le Gouvernement iraquien.

27. La source affirme que ces personnes sont détenues arbitrairement. Elles sont privées de la liberté de circulation en violation du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Leurs conditions de détention violent le Pacte, l'Ensemble de principes pour la protection des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement et l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus.

Réponse du Gouvernement

28. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas répondu aux allégations émanant de la source dans le délai de soixante jours prescrit au paragraphe 15 des Méthodes de travail du Groupe de travail.

29. En dépit de l'absence de tout renseignement émanant du Gouvernement, le Groupe de travail estime qu'il est en mesure de rendre son avis sur la détention des 20 personnes en cause, conformément au paragraphe 16 de ses Méthodes de travail.

Délibération

30. Dans son avis précédent relatif au camp Liberty, le Groupe de travail a considéré que les conditions dans le camp «[étaient] les mêmes que dans un centre de détention car les résidents n'ont aucune liberté de circulation ni interaction avec le monde extérieur et aucun semblant de vie libre à l'intérieur du camp. La situation des résidents du camp Liberty équivaut à celle de détenus ou de prisonniers» (avis n° 16/2012, par. 16). Le Groupe de travail a aussi considéré que «la détention des personnes ... dans le camp Liberty n'a[vait] pas de justification légale et qu'elle contrev[enait] aux normes et aux principes du droit international des droits de l'homme, et notamment à l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi qu'aux articles 9 et 10 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques» (ibid., par. 17).

31. Le Groupe de travail réaffirme ce raisonnement et considère que le même raisonnement s'applique aux résidents du camp Ashraf. Le Gouvernement a choisi de ne pas réfuter le fait que 20 résidents des deux camps, au nom desquels la communication lui avait été adressée, ont interdiction de quitter le camp et sont privés de la possibilité de recevoir des visites de leurs proches, d'amis et de soutiens, et que les moyens pour eux de communiquer régulièrement et librement avec le monde extérieur étaient soumis à restrictions. De fait, les résidents tant du camp Liberty que du camp Ashraf sont effectivement privés de leur liberté sans justification légale.

32. Les résidents des deux camps, qui ont soumis des demandes de statut de réfugié, sont officiellement des demandeurs d'asile au regard du droit international².

33. Le Groupe de travail rappelle que, dans sa résolution 1997/50, la Commission des droits de l'homme a prié le Groupe de travail de porter toute l'attention nécessaire aux informations concernant la situation des demandeurs d'asile qui feraient l'objet d'une rétention administrative prolongée sans possibilité de recours administratif ou judiciaire.

34. Le Groupe de travail réitère le point de vue selon lequel, pour déterminer le caractère arbitraire ou autre de la détention d'un demandeur d'asile, il doit examiner le point de savoir si la personne peut ou non jouir, notamment, des garanties suivantes: a) avoir le droit d'obtenir que la décision de rétention administrative soit réexaminée par un tribunal de niveau supérieur ou par un organe compétent, indépendant et impartial équivalent; b) avoir la possibilité de communiquer par un moyen efficace, tel que le

² Voir, par exemple, HCR, «UNHCR calls for cooperation and solidarity amid efforts to find solutions for the residents of Camp 'New Iraq'», communiqué de presse du 26 juillet 2012. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/501135259.html.

téléphone, le télécopieur ou la messagerie électronique, à partir du lieu de détention, en particulier avec un avocat et avec les proches; c) bénéficier de l'assistance d'un avocat, à la fois par des visites de celui-ci au lieu de détention et à l'occasion de la tenue de toute audience; enfin, d) avoir la possibilité de bénéficier de solutions de substitution à la rétention administrative³.

35. Dans le cas présent, aucune des garanties susmentionnées n'est respectée par les autorités, ce qui amène le Groupe de travail à conclure que la détention des individus concernés est arbitraire et, en particulier, qu'elle contrevient à l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 9 et 10 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Disposition

36. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail sur la détention arbitraire rend l'avis suivant:

La détention de Mehdi Abedi, Akram Abedini, Bahman Abedy, Aliasghar Babakan, Mohammad Reza Bagherzadeh, Sahar Bayat, Fatemeh Effati, Farhad Eshraghi, Maryam Eslami, Manijeh Farmany (résidents du camp Ashraf) et d'Asghar Abzari, Ali Reza Arab Najafi, Homaun Dayhim, Fatemeh Faghihi, Zahra Faiazi, Ahmad Fakhr-Attar, Effat Fattahi Massom, Jafar Ghanbari, Habib Ghorab, Robabeh Haghguo (résidents du camp Liberty) est arbitraire en ce qu'elle est contraire à l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi qu'au paragraphe 1 de l'article 9 et au paragraphe 1 de l'article 10 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Cette détention relève de la catégorie IV des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

37. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement iraquien de prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier à la situation de ces 20 personnes et de rendre celle-ci conforme aux normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

38. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire, une réparation appropriée consisterait à libérer immédiatement ces personnes, à lever toutes les restrictions à leur libre circulation et à leur accorder le droit à réparation établi au paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

39. Le Groupe de travail exhorte le Gouvernement à examiner la possibilité d'adopter des solutions de substitution à la détention des demandeurs d'asile du camp Ashraf et du camp Liberty.

40. Conformément à l'article 33 a) de ses Méthodes de travail, le Groupe de travail juge utile de référer les allégations concernant les conditions prévalant dans le camp Ashraf et dans le camp Liberty aux mécanismes de défense des droits de l'homme compétents pour que ceux-ci prennent les mesures qui s'imposent.

[Adopté le 30 août 2012]

³ Rapport du Groupe de travail sur la détention arbitraire (E/CN.4/1999/63), par. 69.